

PRÉFECTURE DE LA MARNE

direction des actions interministérielles

---

bureau de  
l'environnement et de  
l'aménagement du  
territoire

**Arrêté préfectoral modificatif de l'arrêté n°2002-APC-151-IC  
du 8 octobre 2002 modifiant les conditions d'exploitation  
de la société FASSA GOURNOFF à Beine Nauroy**

-----

le préfet de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
officier de la légion d'honneur,

Installations classées  
N° 2002-APC-1 75-IC

Vu :

- le livre V, titre 1er du Code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 décembre 2001, relatif aux centres de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- les arrêtés préfectoraux du 14 décembre 1995, 30 décembre 1999 et 3 février 2000 relatifs au centre de stockage de déchets (CSD) exploité par la société FASSA GOURNOFF à Beine Nauroy,
- les arrêtés préfectoraux n° 2001 A 117,118,119 et 120 IC du 20 novembre 2001,
- l'arrêté préfectoral n° 2002 APC 151 IC du 8 octobre 2001,
- le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Marne,

**Considérant que :**

- une erreur matérielle s'est glissée dans le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2002 répertoriant les installations classées sur le site,
- cette erreur affecte le tonnage moyen admis journalièrement, d'une part, pour le Centre d'Enfouissement Technique de déchets industriels banals provenant ou non d'installations classées et, d'autre part, pour le Centre d'Enfouissement Technique d'ordures ménagères et autres résidus urbains,

- la quantité journalière moyenne s'applique non seulement au Centre d'Enfouissement Technique de déchets industriels banals mais aussi au Centre d'Enfouissement Technique d'ordures ménagères et autres résidus urbains,

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Le tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-APC-151-IC du 8 octobre 2002 est modifié comme suit:

<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Quantité</b>
CET de déchets industriels banals provenant ou non d'installations classées	167-b	A	400 t/j en moyenne
CET d'ordures ménagères et autres résidus urbains	322-B-2	A	500 t/j au maximum
Station de transit de déchets industriels banals et déchets urbains (chaîne de tri)	167-A 322-A	A	32 000 t/an
Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques	2170-2	D	< 10 t/j
Broyage, criblage, déchiquetage de produits organiques naturels (chaîne de tri de DIB), la puissance installée des machines étant :	2260-2	D	< 200 kW
Dépôt de bois, papiers, cartons	1530	NC	< 1 000 m <sup>3</sup>
Dépôt de caoutchouc, élastomère	98 bis	NC	< 150 m <sup>3</sup>
Dépôt de chiffons usagés ou souillés	128	NC	< 50 m <sup>3</sup>

### **ARTICLE 2 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 3 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de l'écologie et du développement durable - bureau du contentieux - 20, avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès d'un tribunal administratif. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

### **ARTICLE 4 : Ampliations**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à M. le sous-préfet de l'arrondissement de REIMS, MM. le directeur départemental de l'équipement, le directeur

départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économique de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à M le maire de Beine Nauroy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société FASSA-GOURNOFF siège social rue de la Libération 51360 VAL de VESLE.

M. le maire de Beine Nauroy procédera à l'affichage en mairie de cet arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Mame.

Châlons en Champagne, le 23 décembre 2002

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général, par interim

Signé: Alain BOYER

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
l'Attaché Principal, Chef de Bureau

signé : Eric DHELLEMME